

Les réponses économiques à la crise du Covid-19 : quelques repères et précautions

Partie I : Le besoin d'une économie post-gestionnaire

Pr. Karim Ben Kahla

« La catastrophe a ceci de terrible que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire alors même qu'on a toutes les raisons de savoir qu'elle va se produire, mais qu'une fois qu'elle s'est produite elle apparaît comme relevant de l'ordre normal des choses [...] Nous avons acquis les moyens de détruire la planète et nous-mêmes, mais nous n'avons pas changé nos façons de penser » (J.P. Dupuy, 2002, 84).

Cette contribution traite de l'approche de la crise économique liée au Covid-19 et du « monde post-covid ». Elle part d'un constat essentiel : l'engouement pour le « monde d'après » le Covid, n'accorde pas suffisamment d'importance à la façon de penser ce même monde. Du moins, du point de vue économique et social.

La réponse que nous visons par cette contribution est celle de la pensée et de l'action économiques. Certes, les économistes – même les plus experts parmi eux- ne sont pas tout à fait au pouvoir. Mais il nous semble qu'il y a comme une sorte d'inconscient collectif ou d'imaginaire commun dans lequel puisent la majorité de ceux qui, « théoriciens » ou « praticiens », proposent des réponses à la situation économique (et sociale) liée au Covid-19.

Le monde de l'après covid, nécessite en premier lieu de nous arrêter sur la pertinence de notre manière de le penser.

D'un point de vue économique, il faudrait non seulement s'empresse de dire comment sera l'économie après la Covid-19 ou comment « réparer la panne générale » économique, mais expliquer certains dilemmes de la pensée économique et le besoin de la renouveler suite à une situation inédite. Bref, nous proposons d'éviter de faire des recommandations ou du rafistolage, à partir d'une pensée (et d'approches) elles-mêmes "en crise" pour ne pas dire défaillantes (et en grande partie responsables de la situation actuelle).

Partant de l'hypothèse que l'on ne peut sortir de la crise économique, que si l'on reconnaît les limites d'une certaine façon de penser celle-ci, notre objectif est de présenter un certain nombre de conditions, de repères et de précautions qui permettraient de répondre à aux défis économiques liés au Covid-19, sans pour autant occulter la crise, ou du moins les dilemmes, d'une certaine façon de faire et de penser l'économie.

Pour une économie post-gestionnaire

Crise économique et panne de la pensée économique

Dans une autre époque et sous d'autres contraintes, J-M. Keynes affirmait que la crise économique de 1929, était avant tout une crise de la pensée économique. Il nous semble que, dépouillée de toute profondeur philosophique, épistémologique, politique et morale, une certaine façon de faire l'économie est devenue non pas le reflet, mais l'un des principaux responsables de la crise économique. Elle n'apporte plus que des remèdes et, sur différents aspects liés à l'enseignement, à la recherche et au conseil, elle empoisonne la vie économique et sociale. Il suffit de regarder autour de soi, pour voir combien les mêmes recettes se répètent sous l'étiquette de science. Il s'agit moins de mimétisme et de panne de l'imagination que des limites intrinsèques d'une certaine conception de la science. Longtemps éclipsé par les querelles politiciennes et de juristes qui ont fait le bonheur des publicitaires, il ne faudrait pas que le débat économique sur le COVID et l'après COVID, se mue en une véritable « économystification » qui procède d'une « métaphysique de supermarché » (J-P. Dupuy, *L'avenir de l'économie*, Flammarion, 2012, P.264). Une révolution –post covid ?- dans notre approche du réel finira peut-être par s'imposer. Cela pourrait être lié à un effondrement social et politique. Mais cela pourrait également venir de l'impasse écologique et de la nouvelle société promise par le trans-humanisme et dont les premières manifestations sont déjà sous nos yeux. Des prémisses de rupture paradigmatique et intellectuelle existent par exemple, dans la proposition de Yvon Pesqueux (un intellectuel inclassable, bien qu'il soit étiqueté gestionnaire), qui nous annonce un basculement de l'idéologie de la concurrence-coordination, à l'idéologie du « care »-attention (voir par exemple : *La philosophie du sujet dans l'organisation : les apports du care* ; Yvon Pesqueux ; Dans *Nouvelle revue de psychosociologie* 2012/1 (n° 13), pages 277 à 288).

Penser la crise, l'économie de crise et l'économie en crise

L'un des malheurs des sciences sociales en général et de l'économie en particulier, c'est de s'être pensé comme techniques de décision, d'optimisation et de gestion : gestion de l'Etat, de ses équilibres et de son budget ; gestion des marchés financiers ou des matières premières ; gestion de la dette et de la fiscalité ; gestion des institutions publiques et privées ; gestion des « politiques économiques » ; gestion des « signaux », des attentes et des motivations ; gestion de la solidarité et des mouvements de la société ; gestion des organisations et des entreprises ; gestion des territoires, des régions et des agglomérations ; gestion des communautés ; gestion de la famille et, in fine, gestion de soi en tant que brique élémentaire d'une société émiettée, effondrée et récupérée par des psychologues et des dirigeants eux-mêmes coachés.

Bref, dans leur quête de performance et d'efficacité, ces sciences sociales –et notamment l'économie- ont glissé vers des formes caricaturales de gestion. Avec comme horizon, un taylorisme institutionnel et institutionnalisé pour la régulation interne, et des versions édulcorées du fordisme pour la régulation externe ou le contrat social néolibéral.

Avec la Covid, une opportunité de rupture d'avec le mimétisme de la « science normale » et de renouvellement de l'esprit scientifique s'ouvre (Jean-François Ponsot et Michel Rocca, « Le renouvellement de la pensée économique durant la crise des années 1930. Le découplage théorie économique / politique économique », *Revue de la régulation* [En ligne], 13 | 1er semestre / Spring 2013, mis en ligne le 25 juin 2013). Un horizon post-gestionnaire ou postmoderne pourrait être négocié. Cela devrait concerner nos enseignements, nos recherches et nos pratiques d'économistes et de gestionnaires. Un grand chantier de transformation de la culture et des représentations de la chose économique, ainsi que de la place de l'économie dans l'éducation et la formation des citoyens.

Penser que l'économie puisse proposer des réponses à la crise du réel sans réfléchir à sa propre crise, à ses responsabilités dans cette même crise ou encore à l'impact de la crise du réel sur ses propres démarches, méthodes et principes, relève du déni ou d'une forme d'arrogance de l'esprit. Si les philosophes ont inventé la notion de postmodernité pour signifier une forme de doute et de critique des mythes hégémoniques de la rationalité moderne –qualifiée à tort d'occidentale-, nous pensons que l'économie (et les économistes) devraient arrêter leurs guéguerres de chapelles disciplinaires, pour s'interroger sur un tournant post-gestionnaire pour leur discipline. Certes, on rétorquera, et nous développerons plus en détails ce dilemme, que le moment de la crise du réel n'est pas propice à la réflexion sur la crise des connaissances, des représentations et des instruments qui permettent de saisir et d'analyser celui-ci. Mais pouvons-nous sérieusement, penser un changement quelconque, sans prendre la peine ne serait-ce que de s'arrêter, sur les limites du positivisme qui sous tend nos « lois scientifiques » et sur les dilemmes, paradoxes et contradictions qu'ils véhiculent et reproduisent ? Pouvons nous penser le « post-covid » alors que « l'accident intégral » ou mondial (P. Virilio, Vitesse et politique Essai de dromologie-Éditions Galilée (1977),) se déroule encore sous nos yeux, et que nos instruments et schémas de pensée mobilisés à la va-vite pour accoucher de palliatifs économiques, sont en partie responsables de cette situation ? Il faut être un sacré « expert » en économystification, pour continuer avec les mêmes schémas de pensée et extrapolations.

Les réponses économiques à la crise du Covid-19 : quelques repères et précautions

Partie II : Quelques dilemmes de la pensée économique face au Covid-19

Pr. Karim Ben Kahla

Risques et dilemmes face à la crise économique

Nous essayerons de discuter huit principaux dilemmes de la pensée économique qui comportent un certain nombre de risques pour le traitement de la crise liée au Covid-19.

1. **L'urgent et l'important. Eviter que le conjoncturel ne compromette le structurel.** Si « à long terme, nous sommes tous morts » (fameuse réplique de Keynes à ceux qui critiquaient les effets à long terme de ses propositions de relance), l'économiste ne peut se suffire ni de l'horizon déterministe des « cycles économiques », ni de celui plus contingent des mandats politiques. Non seulement parce que la crise de 1929, n'est pas celle d'aujourd'hui, mais dans l'œil du cyclone, le long terme se calcul en semaines et en jours. Une attention particulière aux rythmes et aux temporalités sont donc nécessaires afin de sauver l'économie sans compromettre ses chances de survie. L'urgence qui condamne le gouvernement et l'essentiel des forces de la nation à une gestion au jour le jour et à confondre l'immédiat avec l'essentiel, s'impose à tous. Mais faire face aux urgences n'est qu'une

première phase dans un processus plus long, visant à constituer des îlots de stabilité pour de futurs changements.

Bien avant la Covid, plusieurs analystes et observateurs ont insisté sur la nécessité d'une redéfinition du contrat social qui unit les citoyens, façonne leur identité, forge leurs solidarités et sous-tend leurs rapports à l'Etat. Un vaste et ambitieux projet auquel de nombreux centres de réflexion ont consacré plusieurs études. Un changement structurel et institutionnel qui est aujourd'hui menacé. Non seulement parce qu'un consensus sur les contours d'un tel contrat n'a toujours pas émergé, mais également parce que le court-termisme dans la gestion de la crise actuelle, risque de saper l'effort de reconstruction de la confiance et de convergence des intérêts autour d'une vision commune des nouveaux leviers de la création et du partage des richesses. Autrement dit, les exigences de la résilience ne doivent pas compromettre l'horizon de la planification et une réponse à la hauteur des défis conjoncturels devrait se conjuguer avec des décisions de plus long terme ou du moins, qui prépareraient des réformes structurelles, fonctionnelles et institutionnelles. Un échec de cette réponse risque de compromettre définitivement le changement de modèle de développement économique et social que tout le monde appelle de ses vœux.

Si on espère transformer la crise en opportunité, qu'on garde à l'esprit le risque réel d'un ou de plusieurs rebonds de l'épidémie et que l'on veut préserver les ressorts d'un développement durable et d'une gestion efficiente des moyens de la collectivité, il devient évident que l'urgence ne se réduit pas à essayer de sauver tout le monde sans discrimination et en acceptant une forme même atténuée d'aveuglement, mais à articuler les temporalités, à assumer la difficulté de la périodisation, et à explorer la complexité des interactions entre le très court, le moyen et le long terme. Le partage et l'articulation des risques, des contributions et des éventuelles rétributions, doivent être pensés dans une approche diachronique, qui vise à créer du mouvement. Ceci est nécessaire pour éviter les « réformes sans changements » et le formalisme de l'exécution aveugle d'une suite de recommandations. Tenir les deux bouts du conjoncturel et du structurel, implique de partager équitablement les risques et les sacrifices, de mieux les synchroniser dans le temps, de ne pas renoncer aux questions structurelles de l'équité et du ciblage des aides et de l'action de l'Etat ainsi qu'à celles de l'articulation de la redistribution et de la création de richesses.

Articuler le conjoncturel et le structurel, tout en relativisant la distinction, ne devrait pas non plus conduire à croire que c'est ce structurel, approché par un certain nombre d'agrégats économiques, qui crée le changement. A moins de tomber dans la réification, jamais aucun agrégat, ni aucune structure économique n'ont « fait » ni « décidé » quelque chose. Seuls des individus concrets, mis en situation, contraints par des structures ou pris dans un mouvement de structuration prennent les décisions et créent le changement. D'où également, l'importance de passer des raisonnements en termes d'agrégats abstraits (PIB, exportation, inflation, chômage, etc.), à une économie d'acteurs individuels et collectifs, sans pour autant que cela ne soit confondu avec les abstractions de la micro-économie, ni les réductions de l'individualisme méthodologique.

2. La prophétie et la prévision. Ne pas faire des prévisions une condition de l'action.

Il est tout à fait possible de décider, de préparer l'avenir, sans pour autant bénéficier de l'éclairage des prévisions. Face à l'incertitude radicale, la fameuse citation du père de la sociologie, Auguste Comte, selon laquelle il faudrait « savoir pour prévoir et prévoir pour pouvoir », ne sert qu'à rassurer. Il faut se rendre à l'évidence : nous ne savons pas. Ou du moins, nous ne savons pas encore. En référence à la théorie du chaos, nous vivons une

véritable bifurcation. Mais ce n'est pas parce qu'on ne peut pas prévoir qu'il faudrait accepter l'inaction ou la paralysie.

En période « normale », la modélisation économique basée sur une série de variables explicatives, sur quelques variables expliquées ou « dépendantes » et sur le recours à des lois de probabilité, est possible. Les risques - y compris d'erreur statistique - sont alors calculables et soumis à des effets de seuil. Dans la situation présente, en période de crise inédite, le monde fait face à une incertitude radicale et à un aléa impondérable, parce que tout simplement lié à des états de la nature jamais explorés. La modélisation est alors tout aussi utile d'un point de vue psychologique et pour rassurer le public, que vaine voire dangereuse d'un point de vue scientifique. Si l'hypothèse d'acteurs plus ou moins rationnels est acceptable dans des contextes « ordinaires », l'incertitude radicale rend hasardeuse voire dangereuse toute tentative de modélisation. Elle remet en cause les schémas de pensée classiques, et les met dans l'impossibilité de comprendre ce qui peut naître d'interactions dominées par les passions et les émotions plutôt que par la raison ou la rationalité « standard ». Plus que jamais, les économistes devraient s'interroger sur leur obsession d'essayer de prévoir le futur, d'extrapoler les tendances, plutôt que d'imaginer l'avenir.

Dans cette navigation dans le flou, sans l'éclairage de connaissances préalables, l'Afrique semble pour l'instant disposer d'un atout : celui du décalage d'une ou quelques semaines, entre ce qui se passe sur ses terres et ce qui se passe aux Etats-Unis, en Europe ou en Chine, pays d'où est partie la pandémie, mais qui reste difficilement comparable à d'autres.

3. La spécialisation et l'émiettement : ne pas confondre la profondeur de l'analyse avec sa segmentation.

Qu'ils soient médecins, épidémiologistes, économistes ou sociologues, les experts aiment l'entre-soi. Une forme de confort rassurant, propice à la reconnaissance entre pairs, à la consolidation de réseaux de « patrons » et à la perpétuation des rencontres entre des collègues ou des confrères qui parlent le même langage et se comprennent assez facilement.

Mais cette spécialisation et cet « entre-soi » aident rarement à relever le défi de la complexité, de la pensée transversale et divergente. La pluridisciplinarité des équipes de travail et de réflexion, constitue une réponse importante à la multidimensionnalité de la crise. Le défi du COVID-19 n'est pas que sanitaire et médical. La crise du système de santé aura des répercussions géopolitiques, économiques, sociales, morales, sécuritaires et politiques. Mais cette crise trouve également ses racines dans des choix économiques et sociaux qui ont longtemps marginalisé les services publics. Par ailleurs, cette pandémie ne peut-être affrontée que si des mesures économiques et sociales viennent en soutien aussi bien au système de santé, qu'aux autres types de services publics. Autrement dit, la réponse aux questions de santé se trouve certes dans les hôpitaux, mais elle dépend également des centres de recherche, de l'état des transports publics, des circuits de distribution, du système éducatif, des technologies de l'information, etc. Ce ne sont pas uniquement les déficits en matière de santé qui posent problème, mais le manque d'articulation de l'ensemble des réponses et des politiques publiques. Il est également nécessaire que l'approche de cette crise prenne en compte aussi bien ses dimensions locales que nationales et internationales, qu'elle soit suffisamment bien informée sur les aspects épidémiologiques et sanitaires tout en répondant à l'ensemble des défis économiques, sociaux, humains, sécuritaires, etc. Ce défi d'une pensée pluridisciplinaire est doublé d'un défi de pensée plurielle. Bien que largement dominée par un seul discours, l'économie ne parle pas d'une seule voix. Le pluralisme économique et la richesse paradigmatique doivent être présents. Cela pose le problème de la commensurabilité

et le défis du dialogue entre des postures aux postulats parfois radicalement différents. Mais face à une réalité complexe et incertaine, il est essentiel de confronter les disciplines, les approches et les « écoles de pensée », de façon à cerner les contradictions, à organiser les idées en évitant le manichéisme, et à mettre en lumière les interactions et les émergences tout en assurant la cohérence de l'action publique, sa crédibilité et son efficacité.

4. L'intelligence et l'émotion : ne pas sous-estimer l'effet des médias et des technologies de la communication.

Les TIC offrent des solutions pour traquer le virus et pour faire redémarrer l'économie (notamment par le télétravail). Mais cela fait déjà au moins deux siècles que l'humanité s'interroge sur le potentiel liberticide des technologies et sur la dialectique des inégalités technologiques et sociales. Le glissement des mass-médias classiques aux médias numériques, n'a fait qu'accroître le problème et approfondir l'ambivalence de ces technologies, à la fois instruments d'intelligence collective, et outils d'asservissement des masses. Si certains historiens commencent déjà à comparer les ravages du COVID-19 à ceux d'autres pandémies restées gravées dans l'histoire et l'inconscient collectif de certaines nations, il est utile de rappeler que la crise actuelle se déroule dans un contexte inédit : celui d'une mondialisation hyper connectée, où les médias jouent un rôle accélérateur et amplificateur de la moindre variation. Les drames humains et la crise économique et sociale se déroulent sous la surveillance et l'œil parfois manipulateur de caméras qui enfoncent les populations et les institutions dans des spirales négatives et des prophéties qui deviennent auto-réalisatrices. Dans un contexte non probabilisable et hyper connecté, où l'information perd de son pouvoir de signalement, l'incertitude devient propice aux rumeurs et à la manipulation plutôt qu'aux prévisions. Scientifiquement, cela impose le recours à la construction de scénarios plausibles, plutôt qu'à la prévision ou à la modélisation. Cette dimension médiatique de la crise du COVID-19 ne doit pas être sous-estimée. Quelque soit le degré d'intelligence et de rigueur mis dans la formulation des hypothèses et des réponses économiques, l'impact de celles-ci sur le réel, le vécu économique et social des entreprises et des citoyens, est médiatisé par une grande inconnue, un immense point aveugle de la pensée économique : les médias. Le saut qualitatif entre les « data » du numérique et les données plus « classiques », marque l'avènement de nouvelles possibilités de construction de rapports entre la théorie économique et le réel et donne une légitimité à une nouvelle catégorie de la pensée : la « post-vérité ».

5. La destruction et la déconstruction : le monde de l'après Covid-19 sera-t-il réellement différent ?

Si certains annoncent déjà la naissance d'un nouveau monde, il nous semble qu'il ne faudrait pas tourner – ni déchirer- la page trop rapidement. Au vu de l'ampleur annoncée de la crise économique et sociale, certains économistes nous prédisent l'avènement d'une économie qualitative, plus solidaire, plus égalitaire ou plus écologique. Moins enthousiastes ou plus réalistes, d'autres promettent un rebond de la consommation et une course encore plus effrénée pour les parts de marchés, dans un monde plus protectionniste, plus crispé et plus dangereux. D'autres enfin, s'accrochent à une lecture approximative de la « destruction créatrice ». Une notion centrale dans la pensée de Schumpeter. Un hétérodoxe devenu classique à force de récupération par l'idéologie entrepreneuriale. Si « nécessité est mère de toute innovation », nous ne sommes pas certain que cela corresponde à la vision de Schumpeter. Mais encore. S'il s'agit inéluctablement de « destruction », peut-on et comment rendre celle-ci « créatrice » ? S'il y a « rupture », comment faire de celle-ci une « bifurcation » vers une nouvelle configuration économique, sociale, politique et institutionnelle, radicalement et qualitativement différente ? Notre conviction profonde est que nous n'avons plus besoin de réformes partielles ni de plans « d'ajustement structurel ». Ce dont nous avons besoin c'est d'un profond changement culturel adossé à une

transformation fonctionnelle. Mais avant que de se mettre dans la ligne de mire de ce qui pourrait être qualifié d'utopie, encore faut-il répondre à d'autres questions. S'agit-il, comme le propose certains économistes, de changer de « modèle de développement », tout en reprenant les « lois » et les postulats du même paradigme néolibéral ? S'agit-il de « créer » un nouveau (monde) en recyclant l'ancien ? Les mêmes hypothèses, les mêmes représentations et surtout les mêmes intérêts ? S'agit-il plutôt de construire ce « nouveau monde » sur la dépouille de l'ancien, en le laissant mourir et pourrir de ses propres contradictions, voire, comme le prônent les accélérationnistes, d'accélérer cette autodestruction ? Ceux qui recommandent ou prédisent l'avènement d'un nouveau modèle de développement doivent non seulement préciser les « incitations » nécessaires pour vaincre les résistances au changement, mais dire ce qu'on doit faire de l'ancien et comment ne pas se contenter de nouveaux habits ou d'une « simple » nouvelle communication. Bref, comment éviter que « plus ça change, plus c'est la même chose ». S'il devait y avoir « tabula rasa », cela serait au profit de qui ? Des exclus ? De l'ordre ancien ? S'il y a « destruction créatrice », où mettre et quoi faire des débris ? Comment gérer les coûts sociaux et politiques et où trouver les bonnes incitations ? Sinon, le « nouveau monde » ne sera qu'un nouveau discours sur un ancien monde plus hypocrite, plus schizophrène ou plus aliéné. Bref, bien que nécessaire, le changement relève autant de la « déconstruction » du « nouveau » que de la « destruction » de l'ancien, même si celle-ci devait être « créatrice ». En tant que tel, il se négocie et ne se décrète pas.

Figier et réduire la réalité en la confondant avec des modèles plus ou moins sophistiqués, conduit à confondre des flux avec des stocks, du qualitatif avec du quantitatif, du subjectif avec de l'objectif, etc et empêche de penser le véritable changement. Sur les concepts et les agrégats centraux de l'économie moderne, en grande partie mis en place après la crise de 1929 et généralisés après la deuxième guerre mondiale, on glisse du bien-être des citoyens à la richesse, de la richesse au PIB, du développement à la croissance, etc. des confusions et des glissements qui expliquent en grande partie l'incapacité de l'économie à penser le changement et donc à imaginer ce que serait un monde nouveau. La crise du Covid, devrait être le point de départ d'une réflexion critique sur les agrégats économiques qui empêchent de comprendre et de cerner le changement et l'innovation radicale en les soumettant à des grilles de lecture tout aussi approximatives que manifestement dépassées.

6. La forme et le fond : ne pas répondre à la complexité par un surcroît de complication.

Conformément à ce que nous rappelle le très libéral prix Nobel d'économie Friedrich Hayek, les systèmes complexes possèdent une capacité d'auto-organisation, qui transcende les intentions et les volontés individuelles, y compris celles des décideurs.

Ceci étant, on ne répond pas aux défis de la complexité par un surcroît de complication. Cette erreur est relativement fréquente dans différents domaines et champs de réflexion. S'agissant de « bonne gouvernance », elle conduit par exemple, à négliger les inégalités face à l'information (appelées pudiquement « asymétrie d'information ») et les biais d'interprétation, pour confondre la transparence avec la chimère d'une information aussi complète que parfaite. En matière de politiques publiques, c'est généralement les décisions les plus « simples » et les plus cohérentes qui sont les plus efficaces et cela ne sert à rien de viser la sophistication des modèles si ceux-ci perdent de leur effet performatif.

La mathématisation devient souvent une manière de distinction, voile de complication et forme de rhétorique pour dire avec sophistication ce qui pourrait s'énoncer simplement. La

nécessaire pédagogie se perd dans la pédanterie des équations. On utilisera le plus complet des logiciels pour démontrer la plus banale des évidences. On accumulera les démonstrations pour défoncer des portes ouvertes. On expliquera avec un vocabulaire inaccessible au commun des vivants, ce que les gens connaissent intuitivement. Ce faisant, on consacra beaucoup de temps à proposer des solutions techniquement complexes à la crise, mais politiquement sans prise sur le réel parce que relevant soit de l'évidence soit du jargon indéchiffrable pour le commun des vivants.

Face à la complexité croissante d'un monde que les acteurs n'arrivent plus ni à comprendre, ni à maîtriser, le besoin de simplifications et de clarté se fait aussi pressant que le besoin de solutions techniquement sophistiquées ou scientifiquement prouvées. Dans un moment de crise, la demande de sens qui accompagne et souvent précède le demande de performance, n'est pas qu'un caprice d'intellectuels ou de riches.

Par ailleurs, la crise ne concerne pas que le réel, mais les possibilités techniques d'y accéder. Matériellement et conceptuellement, il devient plus difficile d'utiliser les mêmes instruments de mesure et d'observation et du coup, c'est la fiabilité des données statistiques et la robustesse des résultats qui en sont tirés, qui sont en crise. Qu'il s'agisse d'investissement, de chômage, de production ou d'exportation, les chiffres varient non seulement parce que les acteurs économiques ont changé de comportements, mais parce que la crise affecte les conditions de l'observation. Les chances de se tromper se démultiplient et avec elles, la méfiance vis-à-vis de la quantification et de la sophistication modélisatrice.

L'efficacité de la réponse au Covid passe par des raisonnements et des discours simples et convaincants. Face à la crise, le mot d'ordre et la parole performative sont plus importants que les solutions ou les programmes pseudo savants. Et, ce n'est pas en affinant les calculs et en poussant la spécialisation pour « connaître de plus en plus sur de moins en moins » que nos économistes changeront quoique ce soit. L'efficacité des politiques est moins liée à leur sophistication, qu'à leur cohérence, à l'adhésion des gens en toute conviction et à la simplicité de leur application.

7. L'innovation et l'improvisation : ne pas se perdre « chemin faisant » :

Si en situation de crise, il est difficile de planifier les actions, dans l'incertitude, il est dangereux de considérer que « le chemin se construit en marchant » et de se livrer ainsi à la sagesse d'un poète qui se promène dans d'autres temps. A l'heure du « lean management », du pragmatisme et du nomadisme, « trop d'analyse, paralyse » ou alors, cela fait perdre du temps. Si elle n'est pas automatisée ou informatisée, la réaction devrait être de l'ordre du réflexe, et il serait primordial de faire preuve d'agilité et de capacité d'innovation. Mais il ne faudrait pas confondre cette innovation avec de l'improvisation, ni l'agilité avec la tolérance pour la désorganisation. Face au Covid-19, la rapidité de réaction est un atout fondamental, et la résilience devient un pilier de la compétitivité. Si elles se doivent d'être bien informées, les réponses publiques se doivent également d'être bien ciblées ; graduelles et proportionnées ; globales et exhaustives ; cohérentes et bien articulées ; concertées et participatives ; émergentes et basées sur l'écoute empathique et la proximité ; responsables et responsabilisantes ; lisibles et transparentes. Autant d'exigences qui consomment beaucoup de temps, qui sont souvent contradictoires et dont la conciliation relève davantage de l'art du gouvernement, que de la science de la gouvernance. Dans une situation de crise, décider a priori de la voie à suivre, c'est prendre le risque de se perdre en chemin. Mais statuer que « le chemin se construit en marchant », c'est également prendre le risque de décourager le marcheur qui, pris dans l'improvisation, n'ira pas bien loin. C'est au prix de cette attention au contexte de mise en œuvre des propositions et non seulement au contenu de celles-ci, que la « Hawkama » (la gouvernance en arabe) rejoindrait la « Hikma » (sagesse en arabe).

8. **Le politique et le savant : ce n'est pas aux experts de prendre les « bonnes » décisions.**

L'économie est avant tout une « science morale » et politique. Piégée par le positivisme et phagocytée par le néolibéralisme, elle a fini par verser dans le scientisme qui prétend tout expliquer et tout régenter. Mais rappelons le, il ne suffit pas d'expliquer, de comprendre ou même de prévoir l'évolution d'un phénomène économique ou social pour pouvoir le maîtriser. C'est la fréquence des raccourcis entre la posture positive et les injonctions normatives, qui ont conduit Jean-Pierre Dupuy, économiste distingué de l'Ecole Polytechnique et de l'Université Stanford, à affirmer que la « domination qu'exerce l'économie sur nos vies instille un poison jusqu'au plus profond de nos catégories de pensée » et à dénoncer « l'économystification qui paralyse nos sociétés, en faisant de nos politiques les estafiers de l'économie » (Jean-Pierre Dupuy, L'avenir de l'économie, Flammarion, p.15-16). Si l'Ecovid-19 devait apporter un changement, c'est probablement par la remise en cause de l'hégémonie de l'économie, ou du moins d'une certaine façon de penser et de faire celle-ci, sur nos vies.

Nous adhérons donc au catastrophisme éclairé de J-P Dupuy qui considère que ce n'est pas aux économistes de dire aux hommes politiques ce qu'ils doivent faire.

Indépendamment des limites intellectuelles de certains politiciens, nous privilégions une posture beaucoup plus humble qui consiste à essayer de leur donner de la matière à penser. En faisant preuve d'humilité, l'économiste peut espérer faire avancer son domaine de connaissances parce que justement il en reconnaît les limites. Ce n'est qu'à partir d'une réflexion sur les limites que l'on peut espérer innover, apporter des réponses à la hauteur des changements en cours et repousser le champ du possible. Mais cette (re)connaissance n'est elle-même possible qu'au prix d'une réflexion philosophique et épistémologique sur les liens entre la technique – y compris scientifique ou économique – et l'idéologie qui fonde des relations hiérarchiques ou de domination.

Si la crise du Covid met en danger la démocratie, ce n'est pas uniquement à cause de la gravité de ses conséquences économiques et sociales, mais également, parce que les « experts » de tout bord, risquent d'être les bénéficiaires ou les complices d'un pouvoir confisqué.

Le monde de demain n'est pas uniquement un monde délivré de virus ou plus respectueux de l'humain et de son environnement, cela devrait être un monde d'une démocratie rénovée, débarrassée d'une certaine façon de penser et de faire l'expertise et l'économie.